

Extrait du Spyworld Actu

<http://www.spyworld-actu.com/spip.php?article10106>

Quand les patrons des services de renseignement parlent de leurs missions

- Renseignement - France -



Date de mise en ligne : mardi 3 mars 2009

Spyworld Actu

L'exercice est suffisamment rare pour être noté : les trois principaux dirigeants des services de renseignement français, à savoir les préfets Bernard Squarcini ([DCRI](#)) et [Erard Corbin de Mangoux](#) (DGSE), ainsi que le général Benoît Puga ([DRM](#)) livrent leurs réflexions sur la manière dont ils envisagent leurs rôles respectifs à l'heure de la réforme du renseignement français. Sollicités par la revue Les Cahiers de Mars (n° 198), éditée par l'association des anciens et amis des écoles supérieures de guerre et du Collège interarmées de défense, ils ont chacun écrit un texte, de même que le coordonnateur national du renseignement, Bernard Bajolet. Tous s'expriment autour du thème de l'heure : la proximité et la continuité des enjeux relevant de la sécurité extérieure et de la sécurité intérieure.

La prime de la rareté dans l'expression publique revenant au directeur de la DGSE, on notera que celui-ci évoque moins la nature de ses missions (le contraire eût constitué un événement !) que les moyens de les remplir. Chargé par la République d'entretenir et de développer un très lourd outil de recueil technique (interceptions électromagnétiques et cryptanalyse notamment), le patron de la DGSE est clair : "Pour silencieuse qu'elle soit, cette compétition cruciale requiert des investissements considérables, sollicite des équipements en renouvellement constant et monopolise des compétences de très haut niveau, à la fois rares et disputées." M. Corbin de Mangoux donne sans détail quelques indications sur les zones géographiques que son service arpente actuellement : Afghanistan, Irak, Proche-Orient, Sahel, corne d'Afrique, Grands Lacs, Balkans, Caucase. Autant de zones qui recouvrent le nouvel "arc stratégique" français évoqué par le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale. Évoquant l'"ultime défi, celui de la concurrence entre renseignement et information", le préfet raconte un "labeur patient et scrupuleux de collecte et de recoupement, habité par l'inquiétude de l'inexactitude ou pire, de la désinformation".

Justice, nation, terrorisme...

Plus à l'aise dans cet exercice en raison de son expérience, [Bernard Squarcini](#) ose se rapprocher du concret, évoquant assez précisément l'action commune avec les services dépendant du ministère de la Défense (DRM, DPSD et DGSE). Il parle des djihadistes européens rentrant d'Irak, soit directement, soit après une étape auprès de l'AQMI (Al-Qaïda au Maghreb islamique), cette organisation représentant, à ses yeux, une menace grandissante "sur la France notamment". Il soulève aussi la question des "terroristes maison", pour s'en inquiéter vivement : "La reproduction du terrorisme en Europe même, via Internet ou par symbiose de jeunes déracinés avec des personnages liés à des organisations terroristes, est un phénomène de plus en plus inquiétant." Il appelle de ses vœux la création d'une "académie du renseignement" : "Les échanges, la mobilité, la connaissance des uns et des autres favoriseront le fonctionnement en réseau et démultiplieront l'efficacité des actions."

Pour le général Benoît Puga, patron de la direction du renseignement militaire, l'un des enjeux réside dans la définition d'un cadre juridique adapté, pour mieux protéger le système et les hommes qui le servent. Nos lecteurs connaissent les [évolutions en cours](#) . On note qu'il réclame, comme Bernard Squarcini, une meilleure mobilité des experts "dans un triple but de renforcement de l'expertise, de fidélisation et d'échange d'expérience".

Quant au coordonnateur Bernard Bajolet, il reprend les objectifs que le chef de l'État a soulignés dans sa [lettre de mission](#) . Il estime que sa fonction consiste à "réconcilier la nation avec la notion de renseignement", tout en procédant à l'"assainissement du renseignement qui, débarrassé des dérives du passé, doit être au service des citoyens et s'inscrire dans une démarche d'État de droit". Une phrase dont il faudra se souvenir si d'aventure...

Post-scriptum :

<http://www.lepoint.fr/actualites-mo...>